

Jean-Baptiste André Godin à René Goblet, 12 juillet 1876

Auteur·e : [Godin, Jean-Baptiste André \(1817-1888\)](#)

Les folios

En passant la souris sur une vignette, le titre de l'image apparaît.

4 Fichier(s)

Informations sur le document source

CoteFG 15 (17)

Collation4 p. (495r, 496r, 497v, 498r)

Nature du documentCopie à la presse d'un manuscrit

Lieu de conservationBibliothèque centrale du Conservatoire national des arts et métiers, Paris

Citer cette page

Godin, Jean-Baptiste André (1817-1888), Jean-Baptiste André Godin à René Goblet, 12 juillet 1876, Équipe du projet FamiliLettres (Familistère de Guise - CNAM) & Projet EMAN (UMR Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne Nouvelle) consulté le 23/09/2025 sur la plate-forme EMAN :

<https://eman-archives.org/Famililettres/items/show/48903>

Informations sur l'édition numérique

ÉditeurÉquipe du projet FamiliLettres (Familistère de Guise - CNAM) & Projet EMAN (UMR Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne Nouvelle)

DroitsFamilistère de Guise et Bibliothèque centrale du CNAM ; projet EMAN (Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne nouvelle). Licence Creative Commons Attribution – Partage à l'Identique 3.0 (CC BY-SA 3.0 FR).

Présentation

Auteur·e [Godin, Jean-Baptiste André \(1817-1888\)](#)

Date de rédaction [12 juillet 1876](#)

Lieu de rédaction Guise (Aisne)

Destinataire [Goblet, René \(1828-1905\)](#)

Lieu de destination Amiens (Somme)

Description

Résumé Sur un procès avec la Compagnie du chemin de fer de Saint-Quentin à Guise : Godin explique comment la mention « sans responsabilité » ajoutée à ses lettres de voiture par la compagnie lui cause du tort : il conteste le droit de la compagnie à modifier ses lettres de voiture. Godin demande à Goblet de s'entendre avec Delpech sur la conduite à tenir dans l'affaire.

Mots-clés

[Chemins de fer](#), [Procédure \(droit\)](#), [Transport de marchandises](#)

Personnes citées

- [Compagnie du chemin de fer de Saint-Quentin à Guise](#)
- [Delpech, Alphonse \(1821-1902\)](#)
- [Ganault, Gaston \(1831-1894\)](#)

Notice créée par [Équipe du projet FamiliLettres](#) Notice créée le 07/07/2023

Dernière modification le 18/09/2023

Guise le 12 Juillet 1876

Mon cher ancien collègue :

Oui, je voudrais causer avec vous
bientôt d'intérêts importants et je désire que
ce soit le plus vite possible. M. Delfpech
pourra vous en parler en attendant le jour
où je pourrai vous voir ; peut-être cinq-
six à Clermont avec Gavaudan.

Vous me confirmez l'avis de M. Delfpech
au sujet de mon procès avec le chemin de fer
de Guise. Cela me laisse dans le même
embarras. Je suis maintenant bien déterminé de
savoir que faire pour en finir avec cette
Cie. Pourriez-vous dire la chose sous des
divers aspects ?

Ce n'est pas seulement sur le recevable
que je veux la mention : "sans responsabilité",
tous avis du rois, qu'elle la met aussi
sur la lettre de voieverte qui suit la marchan-
tise jusqu'à destination. Elle me crée
avoir des embarras avec les autres Cie de
chemins de fer, car à l'arrivée de la mer-
chandise, si la destination est une des gares
soit des chemins de fer de Lyon, d'Orléans ou
de l'Ouest, les clefs de gare voyant sur la

M. R. Goblet.

lettre de voiture la mention "sans responsabilité" de refuser à tenir compte des avaries de route au destinataire, quand même ces avaries seraient survenues sur leur propre ligne et quoique j'aille faire mes lettres de voiture dans les règles ordinaires des tarifs des tarifs avec responsabilité.

Un procès est imminent avec la Cie de Lyon, pour des marchandises expédiées au mois de Mars dernier, par suite de la réserve insérée dans la lettre de voiture par la Cie de Guise.

J'aurais depuis 15 ans si je m'avais trouvée difficilement servable avec la Cie de Lyon, je ne vois pas comment je puis faire pour ailleurs la Cie du chemin de fer de Guise à me pas changer les lettres de voiture que je lui renvoie, si ce n'est en lui faisant un procès pour avoir fait ce changement.

La marchandise que je renvoie au chemin de fer de Guise, est accompagnée d'une lettre de voiture en règle ; elle est tracée aux tarifs avec responsabilité de toutes les Cie sur lesquelles les marchandises doivent passer ; la Cie de Guise modifie mes lettres de voiture par la mention sus-indiquée et après en avoir agi ainsi

elle me brise une grande quantité de marchandises.

J'aurai fait un procès au tribunal mais donné tort parce que j'avais laissé passer la marchandise ; il faudrait donc arrêter mes affaires ? Soit.

Mais j'expédie encore de nouvelles marchandises. Cette fois je ne me contente plus de protester verbalement, je le fais faire par huissier : malgré cela la C^e n'en tient aucun compte et elle fait passer la marchandise en surchargeant encore les lettres du voilier d'une mention contraire aux tarifs appliqués dans ces lettres.

Notre maître : il est trop tard pour dégager. Est-ce parce qu'il n'y aura plus assez d'armes ? Mais le fait de modifier nos lettres à volonté, est-il donc un droit de la C^e ?

Je suis recommandé une nouvelle expédition, mais je ne vais pas commettre moi-même d'indiscrétion faisant régulièrement le choix à l'égard des lettres, si pourrai faire respecter mes droits d'expéditeur, si la C^e peut s'autoriser à changer mes lettres de voilier.

C'est une ligne de conduite que je vous prie de me tracer d'accord avec M. Delpech, car je ne vois pas bien ce

qu'il y aura de changé en remettant de nouvelles marchandises à la C^e de Guise, puisque elle déclare par lettre vouloir persister dans les mêmes agissements.

L'inconvénient qui résulte pour moi d'un nouveau procès ce sont les nouvelles pertes de temps que cela va entraîner. Si l'appel avait pu avoir les mêmes chances, j'yz voyais un résultat plus prochain en même temps que l'annulation d'un jugement si biaise. Mais avant tout il faut me faire une situation nette avec la C^e de Guise.

Regriez cher Amicin et ancien collègue mes sentiments bien favorables.

D^r D^r H^r
P.
P.